



La mairesse de Montréal

Le 19 février 2021

L'honorable Chrystia Freeland
Vice-première ministre
Ministre des Finances
Chambre des communes
Ottawa (Ontario) K1A 0A6

Madame la Ministre,

Alors que nous poursuivons nos efforts pour répondre à la présente crise, la collaboration entre les villes, les provinces et le gouvernement fédéral demeure la pierre d'assise d'une relance économique, sociale et environnementale forte. Or, si la pandémie de la COVID-19 a mis en relief le rôle central des grandes villes et leur capacité exceptionnelle à répondre aux situations critiques, elle a aussi permis d'établir l'ampleur de leurs besoins. Épicentre de la pandémie, Montréal, qui ne fait certainement pas exception, doit aujourd'hui composer avec des réalités nouvelles présentant à la fois des défis majeurs et de belles occasions à saisir. Le prochain budget fédéral sera certainement déterminant pour la relance du pays. Je suis convaincue que notre collaboration continuera de porter fruit. C'est pourquoi j'ai le plaisir de partager avec vous les priorités montréalaises en vue du budget 2021-2022 du gouvernement du Canada.

L'un des effets les plus palpables de l'implantation prolongée de mesures sanitaires demeure la forte baisse de l'achalandage au centre-ville de Montréal. Secteur névralgique de l'économie et cœur de la métropole, le centre-ville a vu, en quelques mois à peine, son nombre de touristes ainsi que la fréquentation de ses tours de bureaux s'effondrer. Ce choc brutal a eu un effet dévastateur sur les commerces, le secteur immobilier commercial ainsi que sur le milieu hôtelier et les activités touristiques, dont, au premier chef, les industries culturelles. Si les mesures offertes par votre gouvernement pour venir en aide aux entreprises touchées par la crise, notamment l'aide au loyer, se sont avérées salutaires, elles ne permettent malheureusement pas de répondre à l'ensemble des défis qui se présentent à l'aube de la reprise. Il est maintenant essentiel de mettre en place des actions ciblées afin de veiller à la relance du moteur économique de la métropole, où il existe une grande concentration d'activités complémentaires. Sans un appui gouvernemental soutenu, et à très court terme, la collectivité montréalaise s'expose à d'importants contrecoups sociaux et économiques. Je vous invite donc à développer des mesures spécifiques visant la sauvegarde des centres-villes et des secteurs qui font rayonner Montréal, notamment l'industrie touristique.

La pandémie a également révélé l'importance pour la population de disposer d'espaces verts, ce qui constitue un réel défi en milieu urbain. La Ville de Montréal est particulièrement engagée à cet égard et elle souhaite notamment redonner l'accès aux berges dans le secteur Bonaventure, à l'entrée du centre-ville. Avec l'aide du gouvernement fédéral, ce projet porteur permettra d'implanter des mesures d'apaisement, de connecter ce secteur névralgique au fleuve et d'ainsi contribuer à la relance du centre-ville de Montréal. Une enveloppe doit être prévue pour permettre la réalisation des aménagements nécessaires pour assurer à la population un accès convivial et sécuritaire au fleuve, et ce en transports actifs.

La mobilité demeurera certainement un facteur clé de la relance et, en ce sens, nous souhaitons que le gouvernement fédéral continue d'appuyer le développement de nouveaux projets de transport collectif dans la région métropolitaine. Nous accueillons d'ailleurs très favorablement l'ajout récent de 14,9 G\$ dans le financement du transport collectif au Canada. Ces sommes permettront à la fois de consolider et d'étendre les réseaux de transport collectif et actif, tout en agissant concrètement pour la planète. Je profite de l'occasion pour souligner qu'une métropole de calibre international, comme Montréal, doit avoir un lien structurant reliant son aéroport à son centre-ville. Il est donc impératif que les gouvernements du Canada et du Québec s'entendent dès à présent sur le financement de la station du Réseau express métropolitain (REM) à l'aéroport international Montréal-Trudeau. Cette liaison directe sera un facteur déterminant pour la relance de l'économie de la métropole.

Le soutien à la mobilité passe également – et nécessairement – par une offre adéquate et performante de service en transport collectif. Je tiens donc à réitérer la demande de la Fédération canadienne des municipalités en faveur d'un soutien aux coûts opérationnels du transport collectif, qui permettra de mitiger les pertes liées à la baisse de l'achalandage. L'Autorité régionale de transport métropolitain (ARTM) s'attend, à cet effet, à des pertes allant de 345 M\$ à 680 M\$ pour les années 2022 et 2023, selon les scénarios de reprise et la durée des mesures sanitaires. L'appui du gouvernement fédéral pour combler ce manque contribuera à garantir la mobilité au moment même où l'économie du Canada redémarrera.

L'Accord sur la relance sécuritaire a été salubre pour Montréal. En effet, les sommes reçues ont permis de maintenir les services à la population et d'assurer une gestion responsable des finances de l'administration municipale. Les conséquences de la pandémie et le deuxième confinement continuent toutefois de poser d'importants défis, notamment en ce qui a trait au soutien des populations les plus vulnérables. L'Initiative pour la création rapide de logements constitue, à cet égard, un pas important dans la bonne direction. Il est toutefois nécessaire de bonifier ce fonds et d'en assouplir les critères d'admissibilité afin de permettre à un plus grand nombre de projets de voir le jour rapidement.

Il est également indispensable que le gouvernement fédéral collabore plus étroitement avec le gouvernement du Québec et la Ville de Montréal afin de faire face aux enjeux de santé mentale, lesquels ont été exacerbés par la pandémie. Ces effets se font sentir

de manière importante dans l'ensemble des grandes villes, qui doivent maintenant accroître leur offre d'accompagnement pour les personnes vulnérables, fournir de l'aide alimentaire et des refuges. Les villes doivent aussi lutter contre les dépendances et déployer des équipes mixtes d'intervention habilitées à intervenir sur des enjeux de santé mentale. Tout ceci entraîne une augmentation substantielle des dépenses, pour les services de police et les premiers répondants. Ce défi, partagé par l'ensemble des grandes villes canadiennes, requiert le soutien soutenu du gouvernement fédéral.

La Ville de Montréal accueille avec enthousiasme la volonté de votre gouvernement d'allier les efforts de la relance et de la transition écologique dans l'objectif – certes ambitieux, mais réaliste – d'atteindre la carboneutralité d'ici 2050. Comme vous le savez, la Ville, en collaboration avec le gouvernement fédéral, a elle aussi entamé son virage en faveur d'une relance verte et inclusive. Récemment, nous avons interpellé votre collègue, ministre du Développement économique et des Langues officielles, ainsi que d'autres partenaires afin de coordonner les actions pour assurer la relance de la métropole.

Par ailleurs, nous ne pouvons insister assez sur l'importance d'apporter un soutien au secteur aérospatial, une industrie névralgique à Montréal et qui a été particulièrement touchée par la pandémie. Avec le soutien des gouvernements, ce secteur devra faire preuve d'innovation pour conserver son caractère compétitif à l'échelle mondiale. L'adoption d'une politique canadienne de l'aérospatiale, un financement accru aux entreprises du secteur, le soutien à l'innovation et à l'utilisation des nouvelles technologies pourraient notamment faire partie des mesures favorisées par le gouvernement fédéral.

L'est de Montréal a, pour sa part, le potentiel de contribuer à une relance durable et innovante ainsi qu'au renouveau de ce secteur de l'île. Au courant du XX^e siècle, les industries lourdes de l'est de Montréal ont été un moteur de croissance pour le Canada. Avec des investissements publics, l'Est souhaite accueillir des industries innovantes qui sauront contribuer à la création d'un milieu de vie inclusif. Pour ce faire, la requalification de terrains industriels est primordiale. La Ville de Montréal souhaite qu'à l'instar du gouvernement du Québec, le gouvernement fédéral prévoie 200 M\$ pour la décontamination et la requalification de terrains dans l'est de Montréal.

Finalement, la valorisation des matières organiques dans la plus grande ville du Québec saura contribuer directement à la relance durable de la métropole ainsi qu'à l'atteinte de nos objectifs communs en matière de réduction de gaz à effet de serre. Comme moi, vous comprenez certainement l'importance de développer de nouvelles filières énergétiques durables et porteuses d'avenir, particulièrement dans un contexte de stimulation économique. Il s'agit de projets nécessaires pour lutter contre les changements climatiques et d'une grande importance pour notre économie. C'est pourquoi la Ville de Montréal réitère sa demande pour un financement fédéral de 67 M\$ destiné à la réalisation de deux centres de traitement de matières organiques dans le prochain budget.

Sachez que vous pouvez compter sur l'entière collaboration de mon administration afin d'atteindre nos objectifs communs. Je serais également ravie de discuter plus en détail ces enjeux lors de notre prochaine rencontre.

Je vous prie d'agréer, Madame la Ministre, l'expression de ma considération distinguée.

A handwritten signature in blue ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke extending to the right.

Valérie Plante